

## AFGHANISTAN

# 31 membres des forces spéciales US périssent dans un crash d'hélicoptère

**Trente-et-un membres des forces spéciales américaines et sept des forces spéciales afghanes ont été tués dans le crash d'un hélicoptère en Afghanistan, selon la présidence afghane, l'événement le plus meurtrier en bientôt dix ans de conflit pour la coalition.**

Selon les autorités de la province du Wardak (centre), où il s'est écrasé, l'appareil a été abattu par les insurgés talibans au cours d'une opération conjointe avec l'armée afghane dans la nuit de vendredi hier samedi. L'Otan, qui avait confirmé dans la mati-

née qu'un de ses hélicoptères s'était écrasé, a dans l'immédiat refusé de confirmer ce bilan et les causes du crash.

«Le président Hamid Karzaï est profondément attristé par la mort de 31 membres des forces spéciales améri-

caines dans le crash de l'hélicoptère dans lequel ils se trouvaient», a indiqué la présidence afghane dans un communiqué, ajoutant que sept membres des forces spéciales afghanes ont également péri.

La présidence ne précise pas les causes du crash, mais Shahidullah Shahid, un porte-parole des autorités du Wardak, a affirmé à l'AFP que «l'hélicoptère américain qui s'est écrasé la nuit dernière a été abattu par les talibans».

«Il a été touché par une roquette tirée par les talibans alors qu'il décollait», a-t-il ajouté, précisant que l'Isaf et les forces conjointes menaient alors une opération dans un district du Wardak, province limitrophe de celle de Kaboul et où les talibans prolifèrent. Les insurgés talibans, joints par l'AFP, avaient déjà affirmé avoir abattu l'hélicoptère. L'appareil était un Chinook, selon une source à l'Otan, un hélicoptère de transport militaire capable de transporter jusqu'à 44 mili-

taires en plus des trois membres d'équipage.

«Vers 22h, nous avons entendu des hélicoptères survolant le village. Nous étions chez nous, quand nous avons vu un hélicoptère atterrir sur le toit de la maison d'un commandant taliban, puis une fusillade a commencé», a raconté de son côté à l'AFP Mohammad Saber, un habitant du village d'Amikhan.

«Peu après avoir redécollé, l'hélicoptère a perdu de l'altitude et s'est écrasé», a-t-il ajouté.

L'événement le plus meurtrier du conflit pour la coalition remontait au 28 juin 2005, quand 16 militaires américains avaient été tués dans la chute d'un hélicoptère Chinook, touché par une roquette tirée par des talibans dans la province orientale de Kunar.

Le 26 octobre 2009, trois hélicoptères s'étaient écrasés, dont deux après une collision en vol, tuant 11 soldats américains et trois policiers de l'Agence antidrogue américaine (DEA).

L'Isaf compte environ 130 000 soldats, aux deux tiers américains, qui combattent depuis fin 2001, aux côtés du gouvernement afghan, l'insurrection lancée par les tali-

bans après qu'ils aient été chassés du pouvoir.

Un soldat de l'Otan a, par ailleurs, été tué hier par une bombe artisanale dans le sud de l'Afghanistan.

Les pertes d'hier portent à au moins 374 le nombre de militaires de l'Otan ayant péri dans le cadre des opérations en Afghanistan depuis le début de l'année, selon un bilan établi par l'AFP à partir du site spécialisé icasualties.org.

Plus de 2 600 soldats étrangers ont été tués depuis le début du conflit, selon le site. Le président américain Barack Obama a annoncé fin juin le retrait d'ici mi-2012, d'un tiers du contingent américain, soit 33 000 hommes, la totalité des renforts envoyés depuis fin 2009, dans le cadre du retrait des troupes de combats de la coalition, censé s'achever fin 2014.

L'Otan a parallèlement entamé le transfert de la responsabilité de la sécurité aux forces afghanes, dont nombre d'experts et d'Afghans doutent de la capacité à prendre le relais de l'Isaf d'ici fin 2014, alors que la rébellion afghane s'est étendue jusque dans le nord du pays, bien au-delà de ses bastions du sud et de l'est.

## SYRIE

## Des centaines de chars à Deir Ezzor et Homs

**Plusieurs centaines de chars et de véhicules militaires de l'armée syrienne se sont déployés à Deir Ezzor (est) et autour de Homs (centre), a indiqué hier Rami Abdel Rahmane, président de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).**

«Environ 250 chars et blindés se sont déployés dans quatre quartiers de Deir Ezzor», a déclaré à l'AFP ce militant des droits de l'homme.

M. Abdel Rahmane a précisé que les véhicules se trouvaient dans les quartiers Bour Saïd, Hariqa, près du siège de la sécurité politique et aux environs de l'aéroport.

Vendredi, il avait annoncé que les habitants effrayés par des mouvements militaires avaient commencé à fuir la ville dès mercredi.

A Homs, «il y a de nombreux blindés de l'armée et des véhicules des forces

de sécurité dans le quartier de Bab al-Sibaa», où les habitants les entendent rouler sur les routes, selon l'OSDH.

«Des coups de feu ont été tirés dans la plupart des quartiers de Homs dès 8h du matin» (5h GMT), a rapporté M. Abdel Rahmane, citant des militants contactés sur place.

Vingt-deux personnes ont été tuées vendredi par les forces de sécurité lors de manifestations massives qui se sont déroulées dans plusieurs villes de Syrie, notamment à Homs où sept manifestants ont péri. L'OSDH n'a pas été en mesure de communiquer des informations sur Hama, ville rebelle du centre du pays, où les autorités ont coupé les moyens de communication pour combattre les «bandes terroristes armées» à qui elles attribuent les troubles depuis le début, mi-mars, d'une révolte populaire inédite. Dimanche, l'armée avait lancé une vaste offensive sur Hama, faisant plus d'une centaine de morts. Au moins 2 038 personnes, dont 389 militaires et agents de sécurité, ont péri en Syrie

depuis le début du soulèvement à la mi-mars contre le régime du président Assad, selon l'OSDH.

Par ailleurs, le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, estime que le président syrien Bachar al-Assad n'a plus d'avenir politique, dans un entretien à paraître dans le journal dominical *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung*.

«Je ne crois pas qu'il y ait encore pour Assad un avenir politique qui soit soutenu par le peuple syrien», a déclaré M. Westerwelle.

Le ministère allemand des Affaires étrangères et l'ambassade d'Allemagne à Damas discutent actuellement avec des représentants de l'opposition syrienne, selon des propos du ministre rapportés au style indirect.

Vendredi, le président américain Barack Obama, son homologue français Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel se sont mis d'accord pour envisager des «mesures additionnelles» contre Damas.

## SOMALIE

## Les shebab désertent Mogadiscio

**Les insurgés islamistes radicaux shebab ont abandonné leurs positions à Mogadiscio, un «changement de tactique», selon leur porte-parole, mais accueilli comme une victoire cruciale par le président somalien qui a promis de les chasser du reste du pays.**

«Mogadiscio a été complètement libérée de l'ennemi et le reste du pays sera également bientôt libéré», a déclaré à la presse le président Sharif Sheikh Ahmed.

«L'ennemi a été défait, ils se sont retirés de Mogadiscio et nous les combattons pour les éliminer dans le reste du pays», a renchéri le Premier ministre Abduweli Mohamed Ali.

Auparavant, plusieurs témoins avaient indiqué à l'AFP le départ de la capitale de nombreux combattants shebab, dans la nuit, après des combats avec les forces gouvernementales et leurs alliés de la force de l'Union africaine (Amisom).

«Ce (samedi ndlr) matin, il n'y a plus un seul combattant islamiste face aux forces gouvernementales, qui ont pénétré à l'intérieur du quartier du stade», a ainsi rapporté un

habitant de ce quartier, Abdi Mohamed.

Un porte-parole des shebab, Ali Mohamed Rage, interrogé par l'AFP, a évoqué «un changement de tactique militaire» pour expliquer ce retrait.

«Les combattants moudjahidine ont mis en œuvre un changement de tactique militaire contre les ennemis d'Al-lah et, bientôt, vous entendrez une bonne nouvelle», a déclaré le porte-parole sans plus de précisions.

Ce départ nocturne en catimini a pris de court nombre d'acteurs du conflit somalien : à la mi-journée, l'Amisom vérifiait si le retrait des shebab de la ville était vraiment total.

«Nous sommes très, très prudents : il pourrait s'agir d'un piège», a déclaré à l'AFP le porte-parole de l'Amisom, le major Paddy Ankunda.

Ce retrait devrait se tradui-

re, dans un premier temps, par la fin des combats quasi quotidiens qui opposaient les deux camps à l'artillerie lourde, faisant de très nombreuses victimes civiles.

Les shebab, qui contrôlent la majeure partie du centre et du sud du pays, ont juré la perte du gouvernement de transition (TFG) du président Sharif Sheikh Ahmed, soutenu par la communauté internationale.

Depuis février, l'Amisom, forte de près de 9 000 militaires ougandais et burundais, avait considérablement progressé et repoussé les islamistes sur les deux principales lignes de front de la capitale.

Jusqu'à samedi matin, le TFG et l'Amisom contrôlaient un peu plus de la moitié de la ville, avec notamment l'aéroport et le port, face aux insurgés islamistes qui en tenaient toute la partie nord-est.

Les shebab, dont l'émergence remonterait à 2006, étaient à l'origine le mouvement de la jeunesse des tribunaux islamiques, qui ont contrôlé brièvement la Somalie au deuxième semestre

## MAURITANIE

## Le président Abdel Aziz déterminé à combattre le terrorisme

Le président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz a déclaré que son pays refusait le «diktat du terrorisme» d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et entendait y faire face avec une force de frappe «renforcée», au cours d'un débat sur la télévision publique vendredi soir.

«Nous ne sommes pas prêts à subir le diktat du terrorisme. Pour cela, nous avons renforcé nos capacités militaires en nombre, en qualité et en quantité», a affirmé M. Aziz, lors de ce débat avec des journalistes et des citoyens, à l'occasion du deuxième anniversaire de son arrivée au pouvoir le 5 août 2009. Selon lui, la Mauritanie a «multiplié par 300 à 400 ses capacités logistiques, renforcé d'autant la qualité de son armement», en achetant notamment des avions militaires.

Il a rejeté les accusations de l'opposition, selon laquelle son régime mène une «guerre par procuration pour le compte de la France», soulignant que «aussi bien l'armement et les hommes engagés sur le terrain (contre Aqmi) sont mauritaniens».

«Si nous étions prêts à céder une part de notre souveraineté, nous aurions dû accepter de libérer des prisonniers criminels (des membres mauritaniens d'Aqmi) pour libérer les otages français ou même des otages espagnols pris sur notre sol», s'est-il défendu. Plusieurs enlèvements d'Occidentaux, ces dernières années, ont été effectués par Aqmi en Mauritanie, où cette organisation a multiplié les actions, poussant Nouakchott à entreprendre des opérations contre ses bases jusque sur le territoire malien.

«Nous savons qu'il ne peut y avoir de développement sans sécurité, pour cela nous sommes aujourd'hui en mesure de réagir à temps avec les capacités qui s'imposent», a-t-il annoncé.

Sur la politique intérieure, le président mauritanien a affirmé qu'il était prêt à dialoguer avec l'opposition «sur toutes les questions». Il a souligné la possibilité de «reporter les élections législatives et municipales» prévues le 16 octobre si «telle était la volonté des participants au dialogue».

Le président mauritanien a dressé un bilan positif de son régime, affirmant que tous les indicateurs sont au vert, notamment des stocks en devises de plus de 500 millions de dollars, la situation excédentaire du Trésor public et la grande capacité de financement par l'Etat des besoins de la population.